

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2012 — 868

[C – 2012/29110]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2012. — Décret modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 8, § 5 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que remplacé par le décret du 5 février 2009, un alinéa est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, rédigé comme suit :

« Ce type d'enseignement peut être dispensé quel que soit le lieu où séjourne l'élève durant sa maladie ou sa convalescence. »

**Art. 2.** Dans le chapitre II du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un article 8<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

« Article 8<sup>ter</sup>. Un enseignement spécialisé pour élèves avec handicaps physiques lourds entravant fortement leur autonomie et nécessitant des actes de soins et de nursing importants mais disposant de compétences intellectuelles leur permettant d'accéder aux apprentissages scolaires grâce à des moyens orthopédagogiques très spécifiques peut être organisé dans les types 4, 5, 6 et 7 d'enseignement spécialisé, aux conditions suivantes :

1° Outre le rapport mentionné à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, l'orientation de l'élève est subordonnée à la production d'un document conforme au modèle fixé par le Gouvernement établi par un centre psycho-médico-social, par un office d'orientation scolaire et professionnelle ou par tout autre organisme offrant les mêmes garanties en matière d'orientation scolaire ou professionnelle, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française. Une liste de ces organismes est établie annuellement par le Gouvernement et communiquée aux instituts, établissements et écoles d'enseignement spécialisé ainsi qu'aux commissions consultatives de l'enseignement spécialisé.

2° Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

3° L'enseignement spécialisé adapté aux élèves avec handicaps physiques lourds entravant fortement leur autonomie et nécessitant des actes de soins et de nursing importants mais disposant de compétences intellectuelles leur permettant d'accéder aux apprentissages scolaires grâce à des moyens orthopédagogiques très spécifiques est destiné aux élèves pour lesquels l'examen pluridisciplinaire visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, se basant sur le rapport d'un médecin neurologue ou d'un orthopédiste ou d'un spécialiste en réadaptation fonctionnelle, a conclu à un diagnostic de pathologie lourde définie par une affection neurologique centrale avec déficit moteur étendu. »

**Art. 3.** Dans l'article 12 du même décret, tel que modifié par le décret du 5 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1, est complété par les mots : « sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur proposition du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration pour les dispositions prévues aux articles 133, § 5, et 147<sup>bis</sup> ou sur proposition du Conseil général pour les dispositions prévues aux articles 133, § 4, et 147, alinéa 2' »;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « Le rapport d'inscription donne lieu à l'établissement d'une attestation et d'un protocole justificatif. Le Gouvernement détermine le modèle relatif à l'attestation et au protocole justificatif. » sont insérés avant les mots « Ce rapport est établi : ».

**Art. 4.** Dans l'article 20, alinéa 3, du même décret, tel que remplacé par le décret du 5 février 2009, les mots « et pour les pédagogies adaptées telles que prévues à l'article 8<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 8<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> » sont insérés entre les mots « Dans l'enseignement de type 4 » et les mots « , le Gouvernement, selon les modalités. »

**Art. 5.** L'article 35 du même décret, tel que modifié par le décret du 8 mars 2007, est complété par les 3° et 4° rédigés comme suit :

« 3° Pour les types 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 8, en cas de programmation d'une implantation ou d'un type d'enseignement, le nombre des élèves régulièrement inscrits au 30 septembre dans la nouvelle implantation ou le nouveau type d'enseignement est ajouté au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente. Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 36, § 1<sup>er</sup>.

Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Ce mode de calcul ne concerne pas les élèves qui ont déjà été comptabilisés à la date du 15 janvier dans l'établissement dont dépend la programmation d'une implantation ou d'un type d'enseignement.

4° Pour le type 5, en cas de programmation d'une implantation, la moyenne des présences des élèves de la nouvelle implantation durant les 30 premiers jours à compter du début de l'année scolaire est ajoutée au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 36, § 1<sup>er</sup>.

Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Dans les cas visés aux 3° et 4°, le capital-périodes est calculé sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école le 30 septembre de l'année scolaire en cours. L'encadrement ainsi calculé est d'application pour l'année de programmation. »

**Art. 6.** Dans le chapitre IV, section 10, du même décret du 3 mars 2004, il est inséré un article 41*bis* rédigé comme suit :

« Article 41*bis*. L'attribution de l'échelle de traitement de directeur d'enseignement fondamental spécialisé est déterminée comme suit :

De 1 à 19 élèves, l'échelle de traitement de chef d'école de 1 à 3 classes; (barème 177)

De 20 à 39 élèves, l'échelle de traitement de chef d'école de 4 à 6 classes; (barème 178)

De 40 à 59 élèves, l'échelle de traitement de chef d'école de 7 à 9 classes; (barème 179)

A partir de 60 élèves, l'échelle de traitement de chef d'école de 10 classes et plus (barème 180) ».

**Art. 7.** Dans le chapitre IV, section 10, du même décret, il est inséré un article 41*ter* rédigé comme suit :

« Article 41*ter*. Pour l'application des articles 41 et 41*bis*, les élèves en intégration permanente totale sont comptabilisés pour la détermination de la charge d'enseignement et pour la détermination de l'échelle barémique du directeur d'école. »

**Art. 8.** Dans le chapitre IV, section 10, du même décret, il est inséré un article 44*bis* rédigé comme suit :

« Article 44*bis*. Après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des organes de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française, vingt-quatre périodes-enseignants au maximum peuvent être consacrées à un encadrement supplémentaire, à raison de l'équivalent d'un emploi à mi-temps ou à prestations complètes de surveillant-éducateur ou d'assistant social, pour assurer un encadrement éducatif et social, uniquement si ce prélèvement n'entraîne pas de mise en disponibilité par défaut d'emploi ou une perte partielle de charge.

Le transfert de périodes-enseignants visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> cesse d'être facultatif dans le chef de l'établissement qui y a recouru pendant trois années scolaires consécutives pour créer une fonction supplémentaire de surveillant-éducateur ou d'assistant social à mi-temps ou à prestations complètes.

L'alinéa 2 cesse d'être applicable à la fonction d'assistant social ou à celle de surveillant-éducateur lorsque le membre du personnel concerné est mis à la retraite, démissionne ou bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation.

Pour l'application des dispositions statutaires, il n'est en aucun cas opéré de distinction entre les surveillants-éducateurs et/ou les assistants sociaux selon que la fonction qu'ils exercent est créée ou subventionnée en vertu de l'alinéa 2 ou en vertu des chapitres VI ou VII du présent décret.

Une nomination ou un engagement à titre définitif ne pourra être accordé que dans un emploi à mi-temps ou à prestations complètes créé sur base de l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 9.** Dans l'article 57, 5°, du même décret, les mots « fin juin quand il estime que les compétences nécessaires ont été acquises en mathématique et en français » sont remplacés par « selon les modalités précisées par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire ».

**Art. 10.** L'article 75 du même décret est complété par un alinéa 6 rédigé comme suit :

« Les élèves en intégration permanente totale sont comptabilisés pour la détermination de la charge d'enseignement du directeur d'école. Pour ce calcul, les élèves à prendre en considération dans les formes 1, 2, 3 et 4 sont multipliés par 1. »

**Art. 11.** Dans l'article 80, § 3, 1°, du même décret, les mots « dans chaque forme d'enseignement » sont insérés entre les mots « pour chaque élève » et les mots « , un plan individuel d'apprentissage ».

**Art. 12.** L'article 87 du même décret, tel que modifié par le décret du 8 mars 2007 est complété par les points 3° et 4° rédigés comme suit :

« 3° Pour les types 1, 2, 3, 4, 6, et 7, en cas de programmation d'une implantation, d'une forme d'enseignement ou d'un secteur, le nombre des élèves régulièrement inscrits au 30 septembre dans la nouvelle implantation, la nouvelle forme d'enseignement ou le nouveau secteur est ajouté au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente. Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 88, § 1<sup>er</sup>.

Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Ce mode de calcul ne concerne pas les élèves qui ont déjà été comptabilisés à la date du 15 janvier dans l'établissement dont dépend la programmation d'une implantation, d'une forme d'enseignement ou d'un secteur.

4° Pour le type 5, en cas de programmation d'une implantation ou d'une forme d'enseignement la moyenne des présences des élèves dans la nouvelle implantation ou la nouvelle forme durant les 30 premiers jours à compter à partir du début de l'année scolaire est ajoutée au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente. Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 88, § 1<sup>er</sup>.

Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Dans les cas visés aux 3° et 4°, le capital-périodes est calculé sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école le 30 septembre de l'année scolaire en cours. L'encadrement ainsi calculé est d'application pour l'année de programmation. »

**Art. 13.** Dans l'article 96 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à mi-temps ou » sont insérés entre les mots « à raison de l'équivalent d'un emploi » et les mots « à prestations complètes de surveillant-éducateur »; le mot « instances » est remplacé par le mot « organes »;

2° Dans l'alinéa 2, les mots « à mi-temps ou » sont insérés entre les mots « une fonction supplémentaire de surveillant-éducateur ou d'assistant social » et les mots « à prestations complètes »;

3° Le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Une nomination ou un engagement à titre définitif ne pourra être accordé que dans un emploi à mi-temps ou à prestations complètes créé sur base de l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 14.** Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un article 104*bis* rédigé comme suit :

« Article 104*bis*. – 1° Pour les types 1, 2, 3, 4, 6, et 7, en cas de programmation d'une implantation, d'un type d'enseignement, d'une forme d'enseignement ou d'un secteur, le nombre des élèves régulièrement inscrits au 30 septembre dans la nouvelle implantation, le nouveau type d'enseignement, la nouvelle forme d'enseignement ou le nouveau secteur est ajouté au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 105, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Ce mode de calcul ne concerne pas les élèves qui ont déjà été comptabilisés à la date du 15 janvier dans l'établissement dont dépend la programmation d'une implantation, d'un type d'enseignement, d'une forme d'enseignement ou d'un secteur.

2° Pour le type 5, en cas de programmation d'une implantation ou d'une forme d'enseignement la moyenne des présences des élèves dans la nouvelle implantation ou la nouvelle forme durant les 30 premiers jours à compter à partir du début de l'année scolaire est ajoutée au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente.

Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 105, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Dans les cas visés aux 1° et 2°, le capital-périodes est calculé sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école le 30 septembre de l'année scolaire en cours. L'encadrement ainsi calculé est d'application pour l'année de programmation. »

**Art. 15.** Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un article 113*bis* rédigé comme suit :

« Article 113*bis*. 1° Pour les types 1, 2, 3, 4, 6, et 7, en cas de programmation d'une implantation, d'un type d'enseignement, d'une forme d'enseignement ou d'un secteur, le nombre des élèves régulièrement inscrits au 30 septembre dans la nouvelle implantation, le nouveau type d'enseignement, la nouvelle forme d'enseignement ou le nouveau secteur est ajouté au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente. Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Ce mode de calcul ne concerne pas les élèves qui ont déjà été comptabilisés à la date du 15 janvier dans l'établissement dont dépend la programmation d'une implantation, d'un type d'enseignement, d'une forme d'enseignement ou d'un secteur.

2° Pour le type 5, en cas de programmation d'une implantation ou d'une forme d'enseignement la moyenne des présences des élèves dans la nouvelle implantation ou la nouvelle forme durant les 30 premiers jours à compter à partir du début de l'année scolaire est ajoutée au comptage des élèves du 15 janvier de l'année scolaire précédente. Ce nouveau total sert de référence lors du contrôle de la variation de la population scolaire du 30 septembre prévu à l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette mesure vaut uniquement pour l'année de programmation.

Dans les cas visés aux 1° et 2°, le capital-périodes est calculé sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'école le 30 septembre de l'année scolaire en cours. L'encadrement ainsi calculé est d'application pour l'année de programmation. »

**Art. 16.** L'article 116, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Pour la comptabilisation des élèves relevant de l'enseignement de type 5, le nombre d'élèves sera déterminé par la moyenne des présences des élèves réguliers durant l'année précédente, si ce type d'enseignement était organisé pendant cette durée. »

**Art. 17.** Dans l'article 125 du même décret, tel que complété par le décret du 26 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 6°, les mots « au tribunal de la jeunesse » sont remplacés par les mots « au Gouvernement »;

b) au 7° le mot « spécialisé » est inséré entre les mots « de l'enseignement » et les mots « au sujet de la capacité de discernement d'un élève ».

**Art. 18.** Dans l'article 127 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° d'inviter le chef de famille ou le responsable légal à se présenter devant ladite commission afin de faire entendre son point de vue; celui-ci peut se faire assister par le conseil de son choix. »;

b) dans le dernier alinéa, les mots « et pourra s'il y a lieu, déférer l'affaire au tribunal de la jeunesse » sont abrogés.

**Art. 19.** Dans l'article 128, alinéa 5, du même décret, tel que complété par le décret du 26 mars 2009, les mots « au tribunal de la jeunesse compétent » sont remplacés par les mots « au Gouvernement qui prend les mesures nécessaires afin de garantir la scolarisation de l'enfant. »

**Art. 20.** L'article 132 du même décret, tel que modifié par le décret du 5 février 2009 et complété par le décret du 13 janvier 2011, est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les emplois créés conformément au § 2 peuvent donner lieu à nomination ou à un engagement à titre définitif. »

**Art. 21.** Dans l'article 133 du même décret, tel que complété par le décret du 5 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, un alinéa 4 rédigé comme suit est inséré :

« L'intégration permanente totale dans l'enseignement ordinaire est également accessible aux élèves inscrits dans une école d'enseignement ordinaire organisant l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes à la date du 15 janvier précédant l'année scolaire pour laquelle l'intégration est demandée dans une école d'enseignement ordinaire ne pratiquant pas l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes. L'accompagnement adapté sera assuré par un membre du personnel d'une école d'enseignement spécialisé de type 7 chargé de l'immersion en langue des signes. »;

2° Dans le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou primaire » sont insérés entre les mots « d'un élève relevant du niveau maternel » et les mots « de l'enseignement spécialisé »;

3° Dans le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « maternel ou primaire » sont insérés entre les mots « dans une école organisant un autre type d'enseignement » et les mots « spécialisé que celui mentionné sur l'attestation d'orientation »;

4° Un paragraphe 5 rédigé comme suit est inséré :

« § 5. Le Gouvernement, après avis motivé du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration, peut autoriser dans le cadre d'une intégration, l'inscription d'un élève relevant de l'enseignement maternel ou primaire spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement spécialisé que celui mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève lorsqu'une offre d'enseignement spécialisé est disponible à une distance raisonnable, telle que prévue par l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et qu'un ou plusieurs partenaire(s) de l'intégration refuse(nt) de participer à l'intégration. » Dans le cadre d'une intégration permanente totale, l'école spécialisée qui accepte de participer au projet bénéficie des périodes d'accompagnement prévues à l'article 132. »

**Art. 22.** L'article 134 du même décret, tel que modifié par le décret du 10 février 2011, est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Si la concertation débouche sur un avis défavorable, chaque partenaire ayant marqué son désaccord motivera par écrit sa position au chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au Pouvoir organisateur de l'école d'enseignement spécialisé subventionnée par la Communauté française. »

**Art. 23.** Dans l'article 135, alinéa 2, du même décret, les mots « par la direction ou le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement ordinaire » sont remplacés par les mots « par la direction, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, de l'établissement d'enseignement ordinaire ».

**Art. 24.** L'article 141 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Tout refus de prolongation doit être motivé et adressé au Gouvernement »

**Art. 25.** Dans l'article 143, alinéa 3, du même décret, tel que modifié par le décret du 5 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « pour des motifs d'une exceptionnelle gravité » sont remplacés par les mots « en cas de circonstances exceptionnelles »;

2° les mots « , après avis motivé du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration, » sont insérés entre les mots « le Gouvernement » et les mots « peut, ».

**Art. 26.** Dans l'article 147, du même décret, tel que remplacé par le décret du 5 février 2009 et modifié par le décret du 13 janvier 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le mot « uniquement » est ajouté entre les mots « peut autoriser, » et les mots « dans le cadre d'une intégration temporaire »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « relevant du niveau maternel de l'enseignement spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement spécialisé que celui mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève » sont remplacés par les mots « relevant de l'enseignement maternel ou primaire spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement maternel ou primaire spécialisé que celui mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève »;

3° il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'école spécialisée qui accepte de participer au projet, bénéficie des périodes d'accompagnement générées par le nombre guide relatif au type d'enseignement mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève concerné. »

« Si le projet d'intégration est interrompu, l'élève est orienté vers un établissement d'enseignement spécialisé organisant le type d'enseignement mentionné sur l'attestation d'orientation. »

**Art. 27.** Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, il est inséré un article 147*bis* rédigé comme suit :

« Article 147*bis*. Le Gouvernement, après avis motivé du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration, peut autoriser dans le cadre d'une intégration temporaire totale, l'inscription d'un élève relevant de l'enseignement maternel ou primaire spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement spécialisé que celui mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève lorsqu'une offre d'enseignement spécialisé est disponible à une distance raisonnable, telle que prévue par l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et qu'un ou plusieurs partenaire(s) de l'intégration refuse(nt) de participer à l'intégration ».

L'école spécialisée qui accepte de participer au projet, bénéficie des périodes d'accompagnement générées par le nombre guide relatif au type d'enseignement mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève concerné.

Si le projet d'intégration est interrompu, l'élève est orienté vers un établissement d'enseignement spécialisé organisant le type d'enseignement mentionné sur l'attestation d'orientation. »

**Art. 28.** Dans l'article 148 du même décret, tel que modifié par le décret du 5 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Les emplois ainsi créés peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. »;

2° Dans l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots « généré par l'élève dans » sont remplacés par les mots « utilisable de »;

3° L'alinéa 4 est complété par la phrase suivante :

« Les emplois ainsi créés ne peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif »;

4° Il est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« En cas de recomptage à la hausse du capital-périodes en cours d'année tel que prévu à l'article 36, § 1<sup>er</sup>, pour l'enseignement fondamental et à l'article 88, § 1<sup>er</sup>, pour l'enseignement secondaire, les périodes reçues en vertu de l'alinéa précédent seront rétrocédées au Gouvernement en fonction des modalités qu'il déterminera. Le Gouvernement pourra octroyer ce capital-périodes rétrocédé aux écoles d'enseignement spécialisé pratiquant l'intégration visée à l'article 146 sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé. Lorsque les deux écoles partenaires de l'intégration sont situées à grande distance l'une de l'autre, sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé, une dérogation peut être accordée par le Gouvernement selon les disponibilités budgétaires. Les emplois ainsi créés ne peuvent donner lieu à une nomination ou un engagement à titre définitif. »

**Art. 29.** L'article 150 du même décret, tel que remplacé par le décret du 5 février 2009 et modifié par le décret du 10 février 2011, est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Si la concertation débouche sur un avis défavorable, chaque partenaire ayant marqué son désaccord motivera par écrit sa position au chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au Pouvoir organisateur de l'école d'enseignement spécialisé dans l'enseignement subventionné par la Communauté française. »

**Art. 30.** L'article 156 du même décret, tel que modifié par le décret du 5 février 2009, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« En cas de circonstances exceptionnelles, le Gouvernement, après avis motivé du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration, peut, par décision motivée, mettre fin à l'intégration et autoriser le retour à temps plein de l'élève dans l'enseignement spécialisé en cours d'année scolaire ».

**Art. 31.** Dans le chapitre X du même décret, il est inséré une section 4, comportant un article 158*bis*, rédigé comme suit :

« Section 4. — Du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration.

Article 158*bis*. § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil d'avis pour les problématiques liées à l'intégration des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire, ci-après dénommé « Conseil d'avis ».

§ 2. Le Conseil d'avis a pour mission de donner un avis motivé au Gouvernement :

1° en application de l'article 133, § 5, ou de l'article 147*bis*;

2° en application de l'article 143, alinéa 3, ou de l'article 156, alinéa 3.

§ 3. Afin de donner son avis, le Conseil d'avis peut entendre les partenaires concernés et obtenir copie du protocole ou toute pièce relative au dossier.

§ 4. Le Conseil d'avis est composé :

— de l'Inspecteur général coordonnateur de l'enseignement spécialisé ou son délégué. Celui-ci dispose d'une voix consultative;

— de six membres effectifs désignés par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé.

Pour chaque membre effectif, il est prévu deux membres suppléants. Seul un membre suppléant siège en l'absence de son membre effectif.

Les membres effectifs et suppléants sont choisis prioritairement parmi des membres du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé et du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé. Pour la désignation des membres effectifs et suppléants, un équilibre entre les caractères et les niveaux d'enseignement spécialisé est assuré.

Les membres cessent de siéger dans le Conseil d'avis à l'issue du mandat du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé et du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé.

§ 5. Le Conseil d'avis choisit un Président en son sein, parmi les six membres effectifs désignés par le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé.

Le mandat du Président du Conseil d'avis est de deux ans. Il y a, lors de chaque renouvellement de ce mandat, inversion des caractères d'enseignement pour la présidence du Conseil d'avis.

§ 6. Chaque membre effectif visé au § 4, 2°, dispose d'une voix délibérative.

Le Conseil d'avis délibère valablement si chaque caractère d'enseignement et chaque niveau d'enseignement sont représentés. Le consensus sera recherché pour les décisions. A défaut, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers. Tout avis comprend la mention des votes et s'il échet une note de minorité.

§ 7. Le Gouvernement désigne le service de l'Administration dont le personnel assure le secrétariat du Conseil d'avis.

§ 8. Les membres du Conseil d'avis ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. »

**Art. 32.** L'article 169 du même décret, tel que complété par le décret du 4 mai 2005, est complété par un 8° rédigé comme suit :

« 8° Désigner les membres effectifs et suppléants du Conseil d'avis chargé des problématiques liées à l'intégration visé à l'article 158bis. »

**Art. 33.** Dans l'article 183 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 2° est complété par les mots « et les types »;

b) Dans le paragraphe 2, a), les mots « au dernier recensement de la population par l'Institut national de la statistique » sont remplacés par les mots « par les chiffres les plus récents communiqués par le Service public fédéral Economie, P.M.E, Classes Moyennes et Energie dont dépend le service Statistics Belgium ».

**Art. 34.** Dans l'article 200 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) Dans le paragraphe 5, alinéa 2, le chiffre « 4, » est ajouté après « des types d'enseignements »;

b) Dans le paragraphe 6, le chiffre « 4, » est inséré entre les mots « des types » et les mots « 6 et/ou 7 ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire*

**Art. 35.** Dans l'article 20, alinéa 2, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, les mots « et secondaire » sont insérés entre les mots « aux élèves de l'enseignement primaire » et les mots « spécialisé ainsi que, ».

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives à l'enseignement en immersion linguistique et en immersion en langue des signes*

**Art. 36.** L'article 6ter de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, tel qu'inséré par le décret du 13 juillet 1998, est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014, le titre requis pour la fonction d'instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes, comprend, outre les éléments visés aux alinéas précédents, une formation de 480 périodes visant l'acquisition de compétences en matière de bilinguisme oral-écrit, dont le Gouvernement approuve le contenu sur proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière. »

**Art. 37.** L'article 7, 1<sup>er</sup>ter, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014, le titre requis pour la fonction d'instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes, comprend, outre les éléments visés aux alinéas précédents, une formation de 480 périodes visant l'acquisition de compétences en matière de bilinguisme oral-écrit, dont le Gouvernement approuve le contenu sur proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière. »

**Art. 38.** L'article 8, 2bis, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014, le titre requis pour la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes, comprend, outre les éléments visés aux alinéas précédents, une formation de 480 périodes visant l'acquisition de compétences en matière de bilinguisme oral-écrit, dont le Gouvernement approuve le contenu sur proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière. »

**Art. 39.** L'article 9, 1<sup>er</sup>ter, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014, le titre requis pour la fonction de professeur de cours généraux chargé des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes, comprend, outre les éléments visés aux alinéas précédents, une formation de 480 périodes visant l'acquisition de compétences en matière de bilinguisme oral-écrit, dont le Gouvernement approuve le contenu sur proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière. »

**Art. 40.** Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécialisé et primaire spécialisé, les mots « et 11bis » sont ajoutés après les mots « les dispositions des articles 2 à 9 ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école*

**Art. 41.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 mai 2004 portant diverses mesures de lutte contre le décrochage scolaire, l'exclusion et la violence à l'école, tel que modifié par le décret du 8 janvier 2009, les mots « secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « secondaire, ordinaire et spécialisé ».

**Art. 42.** Dans l'article 41 du même décret, les mots « dans l'enseignement ordinaire ou d'un capital-périodes dans l'enseignement spécialisé » sont insérés après les mots « sous forme de périodes-professeur ».

**Art. 43.** Dans l'article 43, alinéas 2, 3 et 4 du même décret, les mots « dans l'enseignement ordinaire ou de 12 périodes supplémentaires au capital-périodes dans l'enseignement spécialisé » sont insérés après les mots « 12 périodes-professeur supplémentaires ».

CHAPITRE V. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 44.** L'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 1980 déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 5 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial est abrogé à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2012.

**Art. 45.** L'article 322 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est abrogé à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2012.

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

**Art. 46.** Les articles 2, 5, 7, 10, 12, 14, 15, 16, 21, 26, 27 et 28 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—————  
Note

(1) *Session 2011-2012*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 302-1. — Amendement de commission, n° 302-2. — Rapport, n° 302-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 1<sup>er</sup> février 2012.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 868

[C – 2012/29110]

**1 FEBRUARI 2012. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het gespecialiseerd onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 8, § 5 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals vervangen bij het decreet van 5 februari 2009, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt :

« Dit type onderwijs kan verstrekt worden ongeacht de verblijfplaats van de leerling tijdens zijn ziekte- of herstelperiode. »

**Art. 2.** In hoofdstuk II van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt een artikel *8ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *8ter*. Er kan een gespecialiseerd onderwijs georganiseerd worden voor leerlingen met zware lichamelijke handicaps waarbij hun autonomie ernstig belemmerd wordt en voor wie de verzorgings- en verplegingshandelingen belangrijk zijn maar die over de intellectuele capaciteiten beschikken waardoor ze toegang krijgen tot de schoolopleidingen dankzij zeer specifieke orthopedagogische middelen, en dit in de types 4, 5, 6 en 7 van het gespecialiseerd onderwijs onder de volgende voorwaarden :

1° Naast het verslag vermeld in artikel 12, § 1, moet voor de oriëntatie van de leerling een document verleend worden dat conform is aan het model vastgesteld door de Regering en opgesteld door een psycho-medisch-sociaal centrum, door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie of door elke andere instelling die dezelfde waarborgen verleent inzake school- of beroepsoriëntatie en die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend is door de Franse Gemeenschap. Een lijst van die instellingen wordt jaarlijks opgesteld door de Regering en aan de instituten, inrichtingen en scholen voor gespecialiseerd onderwijs alsook aan de adviescommissies voor gespecialiseerd onderwijs meegedeeld.

2° Na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie van de inrichtingen voor officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke overleginstancies, of bij gebreke hieraan, van de vakverenigingen van de inrichtingen voor vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

3° Het gespecialiseerd onderwijs aangepast aan de leerlingen met zware lichamelijke handicaps waarbij hun autonomie ernstig belemmerd wordt en voor wie de verzorgings- en verplegingshandelingen belangrijk zijn maar die over de intellectuele capaciteiten beschikken waardoor ze toegang krijgen tot de schoolopleidingen dankzij zeer specifieke orthopedagogische middelen is bestemd voor de leerlingen voor wie het multidisciplinaire onderzoek bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, gebaseerd op het verslag van een neuroloog of een orthopedist of van iemand gespecialiseerd in de functionele revalidatie, een diagnose van zware pathologie heeft gesteld, bepaald door een centrale neurologische aandoening met een uitgebreid motorische stoornis. »

**Art. 3.** In artikel 12 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt : « behoudens afwijking verleend door de Regering op voorstel van de Adviesraad belast met de problematiek gebonden aan de integratie voor de bepalingen bedoeld in de artikelen 133, § 5, en 147bis of op voorstel van de Algemene Raad voor de bepalingen bedoeld in de artikelen 133, § 4, en 147, tweede lid »;

2° In het tweede lid worden de woorden « Het inschrijvingsverslag geeft aanleiding tot het opmaken van een getuigschrift en een bewijsprotocol. De Regering bepaalt het model van het getuigschrift en het bewijsprotocol. » ingevoegd vóór de woorden « Dit verslag wordt opgesteld : ».

**Art. 4.** In artikel 20, derde lid, van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 5 februari 2009 worden de woorden « en voor de aangepaste pedagogieën zoals bedoeld in artikel 8bis, eerste lid en artikel 8ter, eerste lid » ingevoegd tussen de woorden « In het onderwijs van type 4 » en de woorden « kan de Regering, volgens de nadere regels. »

**Art. 5.** Artikel 35 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 maart 2007, wordt aangevuld met 3° en 4°, luidend als volgt :

« 3°. Voor de types 1, 2, 3, 4, 6, 7 en 8, ingeval van de programmering van een vestigingsplaats of een type onderwijs, wordt het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 30 september in de nieuwe vestigingsplaats of het nieuwe type onderwijs, toegevoegd aan de telling van leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar.

Dit nieuwe totaal geldt als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking van 30 september bedoeld in artikel 36, § 1.

Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

Deze berekeningswijze heeft geen betrekking op de leerlingen die al meegeteld werden op 15 januari in de inrichting waarvan de programmering van een vestigingsplaats of een type onderwijs afhangt.

4° Voor het type 5, ingeval van programmering van een vestigingsplaats, wordt de gemiddelde aanwezigheid van de leerlingen van de nieuwe vestigingsplaats tijdens de eerste 30 dagen te rekenen vanaf het begin van het schooljaar, toegevoegd aan de telling van de leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar.

Dit nieuwe totaal dient als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking op 30 september bedoeld in artikel 36, § 1.

Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

In de gevallen bedoeld in 3° en 4° wordt het lestijdenpakket berekend op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de school op 30 september van het lopende schooljaar. De aldus berekende omkadering is van toepassing voor het jaar van de programmering.

**Art. 6.** In hoofdstuk IV, afdeling 10, van hetzelfde decreet van 3 maart 2004, wordt een artikel 41bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 41bis. De weddeschaal van directeur gespecialiseerd basisonderwijs wordt toegekend als volgt :

- Van 1 tot 19 leerlingen, de weddeschaal van schoolhoofd van 1 tot 3 klassen; (barema 177)
- Van 20 tot 39 leerlingen, de weddeschaal van schoolhoofd van 4 tot 6 klassen; (barema 178)
- Van 40 tot 59 leerlingen, de weddeschaal van schoolhoofd van 7 tot 9 klassen; (barema 179)
- Vanaf 60 leerlingen, de weddeschaal van schoolhoofd van 10 klassen en meer (barema 180) ».

**Art. 7.** In hoofdstuk IV, afdeling 10, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 41ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 41ter. Voor de toepassing van de artikelen 41 en 41bis worden de leerlingen in totale vaste integratie berekend voor het bepalen van de onderwijsopdracht en voor het bepalen van de baremaschaal van de schooldirecteur. »

**Art. 8.** In hoofdstuk IV, afdeling 10, van hetzelfde decreet wordt een artikel 44bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44bis. Na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité van de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie van de inrichtingen voor officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke overleginstanties, of bij gebreke hieraan, van de vakverenigingen van de inrichtingen voor vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kunnen ten hoogste vierentwintig lestijden-leerkracht bestemd worden voor een bijkomende omkadering, naar rata van het equivalent van een betrekking met halftijdse of volledige prestaties van een studiemeester-opvoeder of maatschappelijk assistent om te zorgen voor een opvoedkundige en maatschappelijke omkadering indien, en alleen indien, deze aftrekking geen terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking of geen gedeeltelijk opdrachtverlies tot gevolg heeft.

De overdracht van lestijden-leerkracht bedoeld in het eerste lid houdt op facultatief te zijn voor de inrichting die gedurende drie opeenvolgende schooljaren er gebruik van heeft gemaakt om een bijkomend ambt van studiemeester-opvoeder of maatschappelijk assistent met halftijdse of volledige prestaties in te richten.

Het tweede lid houdt op van toepassing te zijn op het ambt maatschappelijk assistent of studiemeester-opvoeder wanneer het betrokken personeelslid op rustpensioen wordt gesteld, zijn ontslag indient of een verandering van aanstelling of een mutatie geniet.

Voor de toepassing van de statutaire bepalingen wordt er, in geen enkel geval, een verschil gemaakt tussen de studiemeesters - opvoeders en/of de maatschappelijke assistenten naargelang het ambt dat zij uitoefenen, ingericht of gesubsidieerd werd krachtens het tweede lid of krachtens de hoofdstukken VI of VII van dit decreet.

Er kan geen benoeming of werving in vast verband toegekend worden in een betrekking met halftijdse of volledige prestaties opgericht op basis van het eerste lid. »

**Art. 9.** In artikel 57, 5°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « eind juni wanneer hij acht dat de nodige vaardigheden inzake wiskunde en de Franse taal verworven werden » vervangen door de woorden « volgens de nadere regels bedoeld in het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs ».



**Art. 10.** Artikel 75 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een zesde lid, luidend als volgt :

« De leerlingen in totale vaste integratie worden meegeteld voor het bepalen van de onderwijsopdracht van schooldirecteur. Voor deze berekening worden de leerlingen die in aanmerking komen voor de vormen 1, 2, 3 en 4 met 1 vermenigvuldigd. »

**Art. 11.** In artikel 80, § 3, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden « in elke onderwijsvorm » ingevoegd tussen de woorden « voor iedere leerling » en de woorden « een individueel leerplan ».

**Art. 12.** Artikel 87 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 maart 2007, wordt aangevuld met 3° en 4°, luidend als volgt :

« 3°. Voor de types 1, 2, 3, 4, 6 en 7, ingeval van de programmering van een vestigingsplaats, een onderwijsvorm of een sector, wordt het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 30 september in de nieuwe vestigingsplaats, in de nieuwe onderwijsvorm of in de nieuwe sector, berekend met de leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar.

Dit nieuwe totaal geldt als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking van 30 september bedoeld in artikel 88, § 1.

Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

Deze berekeningswijze heeft geen betrekking op de leerlingen die al meegeteld werden op 15 januari in de inrichting waarvan de programmering van een vestigingsplaats, van een onderwijsvorm of een sector afhangt.

4° Voor het type 5, ingeval van programmering van een vestigingsplaats of van een onderwijsvorm, wordt de gemiddelde aanwezigheid van de leerlingen van de nieuwe vestigingsplaats of de nieuwe onderwijsvorm tijdens de eerste 30 dagen te rekenen vanaf het begin van het schooljaar toegevoegd aan de telling van de leerlingen van 15 januari van het vorige schooljaar. Dit nieuwe totaal dient als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking op 30 september bedoeld in artikel 88, § 1.

Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

In de gevallen bedoeld in 3° en 4° wordt het lestijdenpakket berekend op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de school op 30 september van het lopende schooljaar. De aldus berekende omkadering is van toepassing voor het jaar van de programmering. »

**Art. 13.** In artikel 96 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « halftijdse » ingevoegd tussen de woorden « naar rata van het equivalent van een betrekking met » en de woorden « en volledige dagtaak van studiemeester-opvoeder »; wordt het woord « instanties » vervangen door het woord « organen »;

2° In het tweede lid worden de woorden « halftijdse of » ingevoegd tussen de woorden « een betrekking met » en de woorden « volledige dagtaak van studiemeester - opvoeder of maatschappelijk assistent »;

3° Het laatste lid wordt vervangen als volgt :

« Een benoeming of aanwerving in vast verband kan slechts toegekend worden voor een betrekking met halftijdse of volledige prestaties opgericht op basis van artikel 1 ».

**Art. 14.** In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt een artikel 104*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 104*bis*. 1° Voor de types 1, 2, 3, 4, 6 en 7, ingeval van de programmering van een vestigingsplaats, een onderwijstype, een onderwijsvorm of een sector, wordt het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 30 september in de nieuwe vestigingsplaats, in het nieuwe onderwijstype, in de nieuwe onderwijsvorm of in de nieuwe sector, berekend met de leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar.

Dit nieuwe totaal geldt als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking op 30 september bedoeld in artikel 105, eerste lid. Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

Deze berekeningswijze heeft geen betrekking op de leerlingen die al meegeteld werden op 15 januari in de inrichting waarvan de programmering van een vestigingsplaats, van een onderwijstype, van een onderwijsvorm of een sector afhangt.

2° Voor het type 5, ingeval van programmering van een vestigingsplaats of van een onderwijsvorm, wordt de gemiddelde aanwezigheid van de leerlingen van de nieuwe vestigingsplaats of de nieuwe onderwijsvorm tijdens de eerste 30 dagen te rekenen vanaf het begin van het schooljaar toegevoegd aan de telling van de leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar.

Dit nieuwe totaal dient als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking op 30 september bedoeld in artikel 105, eerste lid. Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

In de gevallen bedoeld in 1° en 2° wordt het lestijdenpakket berekend op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de school op 30 september van het lopende schooljaar. De aldus berekende omkadering is van toepassing voor het jaar van de programmering. »

**Art. 15.** In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt een artikel 113*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 113*bis*. 1° Voor de types 1, 2, 3, 4, 6 en 7, ingeval van de programmering van een vestigingsplaats, een onderwijstype, een onderwijsvorm of een sector, wordt het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 30 september in de nieuwe vestigingsplaats, in het nieuwe onderwijstype, in de nieuwe onderwijsvorm of in de nieuwe sector, berekend met de leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar. Dit nieuwe totaal geldt als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking op 30 september bedoeld in artikel 117, eerste lid. Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

Deze berekeningswijze heeft geen betrekking op de leerlingen die al meegeteld werden op 15 januari in de inrichting waarvan de programmering van een vestigingsplaats, een onderwijstype, een onderwijsvorm of een sector afhangt.

2° Voor het type 5, in geval van programmering van een vestigingsplaats of van een onderwijsvorm, wordt de gemiddelde aanwezigheid van de leerlingen van de nieuwe vestigingsplaats of de nieuwe onderwijsvorm tijdens de eerste 30 dagen te rekenen vanaf het begin van het schooljaar toegevoegd aan de telling van de leerlingen van 15 januari van het vorige schooljaar. Dit nieuwe totaal dient als referentie bij de controle van de verandering van de schoolbevolking op 30 september bedoeld in artikel 117, eerste lid. Deze maatregel geldt enkel voor het jaar van de programmering.

In de gevallen bedoeld in 1° en 2° wordt het lestijdenpakket berekend op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de school op 30 september van het lopende schooljaar. De aldus berekende omkadering is van toepassing voor het jaar van de programmering. »

**Art. 16.** Artikel 116, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Voor de afrekening/boekings van de leerlingen die behoren tot het onderwijs van type 5, zal het aantal leerlingen bepaald worden door de gemiddelde aanwezigheid van de regelmatige leerlingen tijdens het vorige jaar als dit soort onderwijs tijdens deze duur georganiseerd werd. »

**Art. 17.** In artikel 125 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 26 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 6° worden de woorden « aan de jeugdrechtbank » vervangen door de woorden « aan de Regering »;

b) in 7° wordt het woord « gespecialiseerd » ingevoegd tussen de woorden « van het » en het woord « onderwijs »

**Art. 18.** In artikel 127 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° het gezinshoofd of de wettelijke verantwoordelijke verzoeken zich aan te melden voor de bovenvermelde commissie om zijn standpunt te laten horen; die zich door een raadsman van zijn keuze zal mogen laten bijstaan »;

b) in het laatste lid worden de woorden « en zal, in voorkomend geval, de zaak naar de jeugdrechtbank kunnen verwijzen » opgeheven.

**Art. 19.** In artikel 128, vijfde lid, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 26 maart 2009 worden de woorden « aan de bevoegde jeugdrechtbank » vervangen door de woorden « aan de Regering die alle nodige maatregelen neemt om de opleiding van het kind te waarborgen. »

**Art. 20.** Artikel 132 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009 en aangevuld bij het decreet van 13 januari 2011, wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. De betrekkingen ingericht overeenkomstig § 2 kunnen aanleiding geven tot de benoeming of de aanwerving in vast verband. »

**Art. 21.** In artikel 133 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt een vierde lid ingevoegd luidend als volgt :

« De totale permanente integratie in het gewoon onderwijs is ook toegankelijk voor de leerlingen ingeschreven in een school voor gewoon onderwijs die cursussen inricht in taalbadonderwijs in de gebarentaal in tweetalige klassen Frans-Gebarentaal op de datum van 15 januari vóór het schooljaar waarvoor de integratie wordt aangevraagd in een school voor gewoon onderwijs die geen cursussen inricht in taalbadonderwijs in de gebarentaal in tweetalige klassen Frans-Gebarentaal. Voor de aangepaste begeleiding zal door een personeelslid van een school voor gespecialiseerd onderwijs van type 7 belast met taalbadonderwijs in de gebarentaal gezorgd worden. »;

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden « die behoort tot het niveau van het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs » vervangen door de woorden « die behoort tot het niveau van het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs »;

3° in paragraaf 4, eerste lid worden de woorden « in een school die een ander type gespecialiseerd onderwijs organiseert dan dat vermeld op het oriëntatieattest » vervangen door de woorden « in een school die een ander type gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs organiseert dan dat vermeld op het oriëntatieattest »;

4° Er wordt een paragraaf 5, luidend als volgt, ingevoegd :

« § 5. De Regering kan, na met redenen omkleed advies van de Adviesraad belast met de problemen die verband houden met de integratie, binnen het kader van een integratie, de inschrijving van een leerling toelaten die behoort tot het niveau van het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs in een school die een ander type gespecialiseerd onderwijs organiseert dan dat vermeld op het oriëntatieattest van de leerling wanneer ze vaststelt dat een aanbod van gespecialiseerd onderwijs beschikbaar is op redelijke afstand, zoals bepaald in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en dat één of meerdere partners van de integratie aan de integratie weigert deel te nemen.

In het kader van een totale permanente integratie geniet de gespecialiseerde school die aanvaardt om aan het project deel te nemen, begeleidingslestijden bedoeld in artikel 132. »

**Art. 22.** Artikel 134 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« Indien het overleg op een ongunstig advies uitloopt, zal elke partner die niet akkoord ging schriftelijk zijn stelling met redenen omkleeden bij het inrichtingshoofd in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of bij de Inrichtende Macht van de school voor gespecialiseerd onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »

**Art. 23.** In artikel 135, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « door het bestuur of de inrichtende macht van de inrichting voor gewoon onderwijs » vervangen door de woorden « door het bestuur, in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, van de inrichting voor gewoon onderwijs ».

**Art. 24.** Artikel 141 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Elke weigering tot verlenging dient met redenen omkleed te worden en aan de Regering toegestuurd te worden. »

**Art. 25.** In artikel 143, derde lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Om uitzonderlijk ernstige redenen » worden vervangen door de woorden « wegens uitzonderlijke omstandigheden »;

2° de woorden « kan de Regering, bij een met redenen omkleede beslissing, » worden vervangen door de woorden « kan de Regering, na een met redenen omkleed advies van de Adviesraad belast met de problemen die verband houden met de integratie, bij een met redenen omkleede beslissing, ».

**Art. 26.** In artikel 147, van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 5 februari 2009 en gewijzigd bij het decreet van 13 januari 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « kan, in het kader van een totale tijdelijke inschakeling » vervangen door de woorden « kan, enkel in het kader van een totale tijdelijke inschakeling;

2° in het tweede lid worden de woorden « de inschrijving van een leerling die onder het kleuterniveau van het gespecialiseerd onderwijs ressorteert toelaten in een school die een ander onderwijstype inricht als dat vermeld op het oriëntatieattest van de leerling » vervangen door de woorden « de inschrijving van een leerling die onder het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs ressorteert toelaten in een school die een ander onderwijstype van gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs inricht als dat vermeld op het oriëntatieattest van de leerling »;

3° het wordt met twee leden luidend als volgt aangevuld :

« De gespecialiseerde school die aan het project aanvaardt deel te nemen geniet begeleidingslestijden opgebracht door het kencijfer betreffende het onderwijstype vermeld op het oriëntatieattest van de betrokken leerling. »

« Indien het integratieproject onderbroken wordt, wordt de leerling naar een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs verwezen die het onderwijstype inricht vermeld op het oriëntatieattest. »

**Art. 27.** In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt een artikel 147bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 147bis. De Regering kan, na met redenen omkleed advies van de Adviesraad belast met de problemen die verband houden met de integratie, binnen het kader van een tijdelijke totale integratie, de inschrijving van een leerling toelaten die behoort tot het niveau van het gespecialiseerd kleuter- of lager onderwijs in een school die een ander type gespecialiseerd onderwijs organiseert dan dat vermeld op het oriëntatieattest van de leerling wanneer ze vaststelt dat een aanbod van gespecialiseerd onderwijs beschikbaar is op redelijke afstand, zoals bepaald in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, en dat één of meerdere partners van de integratie aan de integratie weigert (weigeren) deel te nemen.

De gespecialiseerde school die aan het project aanvaardt deel te nemen geniet begeleidingslestijden opgebracht door het kencijfer betreffende het onderwijstype vermeld op het oriëntatieattest van de betrokken leerling.

Indien het integratieproject onderbroken wordt, wordt de leerling naar een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs verwezen die het onderwijstype inricht vermeld op het oriëntatieattest. »

**Art. 28.** In artikel 148 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt met de volgende zin aangevuld :

« De aldus opgerichte betrekkingen kunnen tot een benoeming of een werving in vast verband leiden. »;

2° In het eerste lid worden de woorden « het lestijdenpakket opgebracht door de leerling in de school » vervangen door de woorden « het gebruikbare lestijdenpakket van de school »;

3° Het vierde lid wordt met de volgende zin aangevuld :

« De aldus opgerichte betrekkingen kunnen tot een benoeming of een werving in vast verband leiden »;

4° Het wordt met de volgende twee leden aangevuld :

« In geval van nieuwe telling met een hoger resultaat van lestijdenpakket gedurende het jaar zoals bedoeld bij artikel 36, § 1, voor het basisonderwijs, en artikel 88, §1, voor het secundair onderwijs, zullen de lestijden verkregen krachtens het vorige lid aan de Regering in functie van de door haar bepaalde nadere regels weder afgestaan worden. De Regering zal dit weder afgestane lestijdenpakket aan de scholen toekennen die de integratie toepassen bedoeld bij artikel 146 op het voorstel van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs.

Wanneer beide partnerscholen van de integratie gelegen zijn op een grote afstand van elkaar, kan op het voorstel van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, een afwijking worden toegekend door de Regering in functie van de beschikbare begroting. De aldus opgerichte betrekkingen kunnen niet tot een benoeming of een werving in vast verband leiden. »

**Art. 29.** Artikel 150 van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 5 februari 2009 en gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, wordt met een vijfde lid, luidend als volgt, aangevuld :

« Indien het overleg op een ongunstig advies uitloopt, zal elke partner die niet akkoord ging schriftelijk zijn stelling met redenen omkleeden bij het inrichtingshoofd in het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap of bij de Inrichtende Macht van de school voor gespecialiseerd onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. »

**Art. 30.** Artikel 156 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009, wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« In uitzonderlijke omstandigheden, kan de Regering, bij een met redenen omkleed advies van de Adviesraad belast met de problemen in verband met de integratie, een einde stellen aan de integratie, en de terugkeer met voltijdse prestatie van de leerling in het gespecialiseerd onderwijs gedurende het schooljaar toelaten. »

**Art. 31.** In hoofdstuk X van hetzelfde decreet wordt een afdeling 4, met een artikel 158bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« *Afdeling 4.* — Over de adviesraad belast met de problemen die met de integratie verband houden

Artikel 158bis. - §1. Er wordt een Adviesraad belast met de problemen die met de integratie van leerlingen met specifieke behoeften in het gewoon onderwijs verband houden opgericht, hierna de « Adviesraad ».

§ 2. De Adviesraad heeft tot opdracht een met redenen omkleed advies aan de Regering te verlenen :

1° met toepassing van artikel 133, § 5, of van artikel 147bis;

2° met toepassing van artikel 143, derde lid, of artikel 156, derde lid.

§ 3. Om zijn advies te verlenen kan de Adviesraad de betrokken partners horen en een afschrift bekomen van het protocol of elk document betreffende het dossier.

§ 4. De Adviesraad wordt samengesteld uit :

- de coördinerend inspecteur-generaal van het gespecialiseerd onderwijs en diens afgevaardigde. Hij heeft een raadgevende stem.

- Zes werkende leden aangesteld door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs.

Voor elk werkend lid zijn er twee plaatsvervangende leden. Enkel één plaatsvervangend lid zetelt in afwezigheid van het werkend lid.

De werkende en plaatsvervangende leden worden prioritair gekozen onder de leden van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs en de Hoge raad voor het gespecialiseerd onderwijs. Voor de aanwijzing van de werkende en plaatsvervangende leden wordt voor het evenwicht gezorgd tussen de aarden en de niveaus van het gespecialiseerd onderwijs.

De leden houden op zitting te hebben in het Adviesraad op het einde van het mandaat van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs en de Hoge raad voor het gespecialiseerd onderwijs.

§ 5. De Adviesraad kiest een Voorzitter uit zijn midden, onder de zes werkende leden aangewezen door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs.

Het mandaat van de Voorzitter van de Adviesraad bedraagt twee jaar. Bij elke vernieuwing van dit mandaat is er een inversie van de onderwijsaarden voor het voorzitterschap van de Adviesraad.

§6. Ieder werkend lid bedoeld bij § 4, 2°, is stemgerechtigd.

De Adviesraad beraadslaagt enkel geldig als iedere aard en ieder niveau van het onderwijs vertegenwoordigd wordt. Voor alle beslissingen wordt getracht tot een consensus te komen. Bij gebreke daaraan wordt het advies bij de tweederde meerderheid genomen. Ieder advies bevat de melding van de stemmen en, desgevallend, een minoriteitnota.

§ 7. De Regering kiest de bestuursdienst waarvan het personeel met het secretariaat van de Adviesraad belast wordt.

§ 8. De leden van de Adviesraad hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfskosten volgens de nadere regels die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. »

**Art. 32.** Artikel 169 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 4 mei 2005, wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt :

« 8° de werkende en plaatsvervangende leden van de Adviesraad belast met de problemen die met de integratie verband houden bedoeld bij artikel 158bis. »

**Art. 33.** In artikel 183 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt het punt 2° aangevuld met de woorden « en de types »;

b) in paragraaf 2, a), worden de woorden « zoals die bij de laatste volkstelling werd berekend en vastgesteld door het Nationaal Instituut voor Statistiek » vervangen door de woorden « zoals die berekend werd door de recentste cijfers meegedeeld door de Federale Openbare Dienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie waaronder de dienst Statistics Belgium ressorteert ».

**Art. 34.** In artikel 200 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 5, tweede lid, wordt het cijfer « 4, » toegevoegd na « de types »;

b) in paragraaf 6, wordt het cijfer « 4, » ingelast tussen de « types » en de woorden « 6 en/of 7 ».

**HOOFDSTUK II.** — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs*

**Art. 35.** In artikel 20, tweede lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, worden de woorden « toegankelijk voor de leerlingen van het gespecialiseerd lager onderwijs alsook, » vervangen door de woorden « toegankelijk voor de leerlingen van het gespecialiseerd lager en secundair onderwijs alsook, ».

**HOOFDSTUK III.** — *Bepalingen met betrekking tot het taalbadonderwijs en het gebarentaalbadonderwijs*

**Art. 36.** Artikel 6ter van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals ingevoegd bij het decreet van 13 juli 1998, wordt met een 3°, luidend als volgt, aangevuld :

« 3° vanaf 1 september 2014 het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt kleuteronderwijzer belast met taalbadonderwijs in de gebarentaal, bevat, naast de elementen bedoeld bij de vorige leden, een opleiding van 480 lestijden met als doel het verwerven van bevoegdheden inzake mondelinge – schriftelijke tweetaligheid, waarvan de inhoud door de Regering goedgekeurd wordt op voorstel van het Instituut voor de vorming tijdens de loopbaan. »

**Art. 37.** Artikel 7, 1<sup>ter</sup>, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 wordt aangevuld met het volgende lid :

« vanaf 1 september 2014 het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt kleuteronderwijzer belast met taalbadonderwijs in de gebarentaal, bevat, naast de elementen bedoeld bij de vorige leden, een opleiding van 480 lestijden met als doel het verwerven van bevoegdheden inzake mondelinge – schriftelijke tweektaligheid, waarvan de inhoud door de Regering goedgekeurd wordt op voorstel van het Instituut voor de vorming tijdens de loopbaan. »

**Art. 38.** Artikel 8, 2<sup>bis</sup>, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 wordt aangevuld met het volgende lid :

« vanaf 1 september 2014 het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt kleuteronderwijzer belast met taalbadonderwijs in de gebarentaal, bevat, naast de elementen bedoeld bij de vorige leden, een opleiding van 480 lestijden met als doel het verwerven van bevoegdheden inzake mondelinge – schriftelijke tweektaligheid, waarvan de inhoud door de Regering goedgekeurd wordt op voorstel van het Instituut voor de vorming tijdens de loopbaan. »

**Art. 39.** Artikel 9, 1<sup>ter</sup>, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 wordt aangevuld met het volgende lid :

« vanaf 1 september 2014 het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt kleuteronderwijzer belast met taalbadonderwijs in de gebarentaal, bevat, naast de elementen bedoeld bij de vorige leden, een opleiding van 480 lestijden met als doel het verwerven van bevoegdheden inzake mondelinge – schriftelijke tweektaligheid, waarvan de inhoud door de Regering goedgekeurd wordt op voorstel van het Instituut voor de vorming tijdens de loopbaan. »

**Art. 40.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het gespecialiseerd voorschools- en lager onderwijs, worden de woorden « en 11<sup>bis</sup> » toegevoegd na de woorden « de bepalingen van de artikelen 2 tot 9 ».

**HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school, de uitsluiting en het geweld op school**

**Art. 41.** In artikel 1 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende diverse maatregelen inzake de strijd tegen het afhaken van school, de uitsluiting en het geweld op school, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 januari 2009, worden de woorden « het gewone secundair onderwijs » vervangen door de woorden « het gewone en gespecialiseerde secundair onderwijs ».

**Art. 42.** In artikel 41 van hetzelfde decreet worden de woorden « onder de vorm van lestijden-leerkracht » vervangen door de woorden « in de vorm van lestijden-leerkracht in het gewone onderwijs of van een lestijdenpakket in het gespecialiseerde onderwijs ».

**Art. 43.** In artikel 43, leden 2, 3 en 4 van hetzelfde decreet, worden de woorden « 12 extra lestijden-leerkracht » vervangen door de woorden « 12 extra lestijden-leerkracht in het gewone onderwijs of 12 extra lestijden in het lestijdenpakket in het gespecialiseerde onderwijs ».

#### HOOFDSTUK V. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 44.** Het ministerieel besluit van 1 augustus 1980 houdende bepaling van de inhoud en de bestemmingen van het inschrijvingsverslag bedoeld bij artikel 5 van de wet van 6 juli 1970 betreffende het buitengewoon onderwijs, wordt op 1 september 2012 opgeheven.

**Art. 45.** Artikel 322 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt op 1 september 2012 opgeheven.

#### HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

**Art. 46.** De artikelen 2, 5, 7, 10, 12, 14, 15, 16, 21, 26, 27 en 28 treden op 1 september 2012 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-president en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2011-2012*  
*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 302-1. — Commissieamendementen, nr. 302-2.— Verslag, nr. 302-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming.— Vergadering van 1 februari 2012.